

Le Parlement libyen approuve le mémorandum maritime turco-libyen

L'objection interne libyenne est levée ; la Grèce et l'UE maintiennent la leur

Stratigma Daily · 21 octobre 2026 · STR-DLY-261021-FR · stratigma.org/reports/parlement-libyen-memorandum-maritime-turquie

Avec l'approbation de la Chambre des représentants libyenne, le mémorandum turco-libyen sur les zones de juridiction maritime est devenu un document soutenu par les deux centres politiques rivaux de la Libye ; la Grèce et l'Union européenne (UE) maintiennent leurs objections.

La Chambre des représentants, le parlement libyen établi dans l'est du pays, s'est réunie à Benghazi le mardi 20 octobre 2026 et a approuvé à l'unanimité le mémorandum sur les zones de juridiction maritime signé en 2019 entre la Turquie et la Libye. Selon l'Agence Anadolu (AA) et Reuters, la Chambre a également annulé au cours de la même séance deux décisions qu'elle avait prises en 2020. La première avait rejeté l'approbation des mémorandums signés avec la Turquie sur les zones de juridiction maritime et sur la coopération sécuritaire et militaire ; la seconde prévoyait la rupture des relations politiques avec Ankara.

Cette décision lève la principale objection formulée en Libye même contre le mémorandum. Le ministère turc des Affaires étrangères a salué la décision le jour même. Le ministère grec des Affaires étrangères et l'UE ont réaffirmé qu'ils considèrent le mémorandum comme nul.

Le contexte de la décision

Ce que règle le mémorandum

Le mémorandum sur les zones de juridiction maritime a été signé le 27 novembre 2019 entre la Turquie et le Gouvernement d'union nationale (GNA), alors établi à Tripoli. Le document trace la limite des zones de juridiction maritime des deux pays en Méditerranée, c'est-à-dire de leur plateau continental et de leur zone économique exclusive. Ces zones délimitent les espaces dans lesquels un État peut revendiquer des droits sur les ressources du sous-sol marin, comme le pétrole et le gaz naturel.

La signature est intervenue alors que l'Armée nationale libyenne (ANL), commandée par Khalifa Haftar, menait une offensive militaire contre Tripoli. La Turquie soutenait alors le GNA et a signé le même jour avec ce gouvernement un mémorandum de coopération

sécuritaire et militaire. La Chambre des représentants a rejeté les deux mémorandums en 2020.

En 2021, le GNA a été remplacé par le Gouvernement d'unité nationale, dirigé par le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah. Après ce changement de gouvernement, le mémorandum sur les zones de juridiction maritime est resté un document que seules les institutions de Tripoli soutenaient en Libye.

La division libyenne et les contacts d'Ankara avec l'est

La Libye est divisée entre deux centres depuis 2014. À l'ouest, le Gouvernement d'unité nationale, reconnu sur le plan international, siège dans la capitale, Tripoli. À l'est, un gouvernement distinct établi à Benghazi et l'ANL exercent leur influence ; la Chambre des représentants agit de concert avec eux. Les élections prévues en décembre 2021 n'ont pas pu se tenir.

Ces dernières années, Ankara a également intensifié ses contacts avec les autorités de l'est. Lors de sa visite en Libye les 11 et 12 août 2026, le ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan s'est entretenu à Tripoli avec le Premier ministre Dbeibah, et à Benghazi avec Khalifa Haftar et Aguila Saleh, alors président de la Chambre. Le même mois, les parties libyennes se sont fixé pour objectif, dans le cadre d'un accord conclu sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU), la tenue d'élections dans un délai maximal de 24 mois.

Environ deux semaines avant le vote, la présidence de la Chambre a elle aussi changé. Le 6 octobre, la Chambre a élu à sa présidence Al-Salhin Abdelnabi, député de Tobrouk, en remplacement d'Aguila Saleh, qui occupait ce poste depuis 2014. Aguila Saleh a déclaré ne pas reconnaître le caractère officiel de cette séance. Il figurait parmi les principaux opposants au mémorandum, qu'il jugeait nul au motif qu'il avait été signé sans l'approbation de la Chambre. Le nouveau président, Al-Salhin Abdelnabi, présidait pour sa part la commission d'amitié interparlementaire Libye-Turquie de la Chambre.

Les positions des parties

Le ministère turc des Affaires étrangères a déclaré que le mémorandum préserve les droits et intérêts mutuels des deux pays sur la base du droit international et des principes d'équité. Il a ajouté que la Turquie continuerait à travailler avec ses partenaires pour la stabilité en Méditerranée. La décision a également été bien accueillie à Tripoli. Selon l'Associated Press (AP), le ministère des Affaires étrangères du Gouvernement d'unité nationale et, selon l'AA, le Haut Conseil d'État, organe consultatif siégeant à Tripoli, ont salué cette approbation.

Le ministère grec des Affaires étrangères a déclaré que la décision de la Chambre ne rend pas le mémorandum juridiquement valide. Selon Athènes, une limite maritime ne peut être tracée qu'entre des États dont les côtes se font face ou sont adjacentes. La Grèce soutient que les côtes de la Turquie et de la Libye ne sont pas dans cette situation et que le mémorandum ignore les droits maritimes des îles grecques situées entre les deux côtes, comme la Crète. Le ministère a indiqué avoir informé ses partenaires et alliés

et qu'il prendrait les mesures qu'il jugera appropriées pour protéger ses droits souverains.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a elle aussi déclaré que le mémorandum porte atteinte aux droits souverains des États tiers et que la position exprimée par l'UE en 2019 reste inchangée. Elle a souligné la solidarité de l'UE avec la Grèce et l'Administration chypriote grecque du Sud de Chypre.

L'Égypte est, pour sa part, l'un des principaux soutiens des autorités de l'est et de Khalifa Haftar en Libye. Le Caire s'était opposé au mémorandum en 2019 et avait signé en août 2020 un accord partiel de délimitation maritime avec la Grèce. Le jour du vote, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty, s'est entretenu de la Méditerranée orientale avec son homologue grec, Giorgos Gerapetritis. Selon l'AP, le communiqué relatif à cet entretien ne mentionnait pas directement le vote.

Ce que change l'approbation

La principale objection formulée en Libye contre le mémorandum tenait au fait qu'il n'avait pas été approuvé par la Chambre. La décision du 20 octobre a levé cette objection. Aujourd'hui, la Chambre à l'est comme le gouvernement et le Haut Conseil d'État à Tripoli soutiennent le mémorandum. Cette situation pourrait aussi rendre plus difficile, pour un gouvernement issu des élections en Libye, de revenir sur le mémorandum.

Le fond du différend international, en revanche, n'a pas changé. La Turquie soutient que le mémorandum est conforme au droit international et au principe d'équité. La Grèce affirme que le document est contraire au droit de la mer et ignore les droits maritimes des îles ; l'UE estime elle aussi que le mémorandum porte atteinte aux droits souverains des États tiers. La décision de la Chambre libyenne ne met pas fin à ce débat juridique. Il est toutefois désormais plus difficile de contester la position de la Libye en invoquant la division du pays.

La décision crée aussi une situation nouvelle pour l'Égypte. La Chambre de l'est, que Le Caire soutient en Libye, a approuvé un mémorandum auquel l'Égypte s'était opposée en 2019.

Les effets concrets de la décision se mesureront dans les travaux d'exploration en mer. En juin 2025, la Compagnie nationale libyenne du pétrole (NOC, selon son sigle anglais) et la compagnie pétrolière publique turque TPAO ont signé un accord portant sur des études géologiques et géophysiques dans quatre zones au large de la Libye. Ces études constituent la première étape de l'exploration pétrolière et gazière.

Points à suivre

Le contenu des mesures que la Grèce a annoncées n'est pas encore connu. La portée et le calendrier des travaux entre la NOC et la TPAO montreront comment l'approbation se traduit sur le terrain. Il faudra aussi suivre la position que prendra l'Égypte, qui doit tenir compte à la fois de son accord de 2020 avec la Grèce et de ses partenaires dans l'est de la Libye.

Le processus électoral libyen déterminera également quel gouvernement mettra en œuvre le mémorandum à l'avenir. La prochaine étape internationale du dossier libyen se jouera au Conseil de sécurité de l'ONU. La Grèce y siège comme membre non permanent pour la période 2025-2026 et en assure la présidence tournante en octobre. Le mandat de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) expire le 31 octobre 2026 ; le Conseil devrait se prononcer sur ce point à la fin du mois.

Sources

- AA, "Türkiye-Libya deniz yetki alanları mutabakatına Libya Temsilciler Meclisinden onay", 20 octobre 2026 : <https://www.aa.com.tr/tr/gundem/turkiye-libya-deniz-yetki-alanlari-mutabakatina-libya-temsilciler-meclisinden-onay/4094562>
- AA, "Türkiye, Libya Temsilciler Meclisinin deniz yetki muhtirasını onaylamasını memnuniyetle karşıladı", 20 octobre 2026 : <https://www.aa.com.tr/tr/gundem/turkiye-libya-temsilciler-meclisinin-deniz-yetki-muhtirasini-onaylamasini-memnuniyetle-karsiladi/4094973>
- AA (via En Son Dakika), "Libya Devlet Yüksek Konseyi: Temsilciler Meclisinin Türkiye-Libya deniz yetki muhtirasını onayından memnunuz", 21 octobre 2026 : <https://www.ensondakika.com.tr/libya-devlet-yuksek-konseyi-temsilciler-meclisinin-turkiye-libya-deniz-yetki-muhtirasini-onayindan-memnunuz/723415/>
- AP, "Libya approves contentious Turkey deal over Mediterranean waters", 20 octobre 2026 : <https://mymotherlode.com/news/world/11238002/libya-approves-contentious-turkey-deal-over-mediterranean-waters.html>
- Al Jazeera et Reuters, "Eastern Libya parliament approves 2019 maritime deal with Türkiye", 20 octobre 2026 : <https://www.aljazeera.com/news/2026/10/20/eastern-libya-parliament-approves-maritime-deal-with-turkey-lifts-2020-boy>
- Turkish Minute et Reuters, "Eastern Libya's parliament reverses opposition to maritime deal with Turkey: report", 20 octobre 2026 : <https://turkishminute.com/2026/10/20/eastern-libyas-parliament-reverses-opposition-to-maritime-deal-with-turkey-report/>
- Hürriyet Daily News, "Libya's parliament approves maritime deal with Türkiye, reverses previous rejection", 20 octobre 2026 : <https://www.hurriyetdailynews.com/libyas-parliament-approves-maritime-deal-with-turkiye-reverses-previous-rejection-228391>
- Euronews Türkçe, "Hafter kontrolündeki meclis, Türkiye-Libya deniz anlaşmasını onayladı", 20 octobre 2026 : <https://tr.euronews.com/2026/10/20/turkiye-libya-deniz-anlasmasina-hafterden-onay-ab-ve-yunanistan-tepkili>
- Medyascope, "Türkiye-Libya deniz yetki anlaşmasına Hafter cephesinden onay", 20 octobre 2026 : <https://medyascope.tv/2026/10/20/turkiye-libya-deniz-yetki-anlasmasina-hafter-cephesinden-onay/>
- Yeni Şafak, "Libya'nın onayladığı deniz yetki muhtırası Yunanistan'ı panikletti: Geçersiz ve hukuka aykırı", 20 octobre 2026 : <https://www.yenisafak.com/dunya/libyanin-onayladigi-deniz-yetki-muhtirasi-yunanistani-panikletti-gecersiz-ve-hukuka-aykiri-4865947>
- To Vima, "EU Condemns Libya's Ratification of Turkey Maritime Deal, Reaffirms Solidarity with Greece, Cyprus", 20 octobre 2026 : <https://www.tovima.com/politics/eu-condemns-libyas-ratification-of-turkey-maritime-deal-reaffirms-solidarity-with-greece-cyprus/>
- Parapolitika, "Greece's diplomatic blitz over illegal Turkey-Libya maritime deal", 20 octobre 2026 : <https://en.parapolitika.gr/politics/310236/greeces-diplomatic-blitz-over-illegal-turkey-libya-maritime-deal/>
- Ministère turc des Affaires étrangères, "Sayın Bakanımızın Libya'yı Ziyareti, 11-12 Ağustos 2026" : <https://www.mfa.gov.tr/sayin-bakanimizin-libya-yi-ziyareti--11-12-agustos-2026.tr.mfa>
- AA (via En Son Dakika), "Libya Temsilciler Meclisi tartışmalı oturumda Salihin Abdunnebi'yi başkan seçti", 6 octobre 2026 : <https://www.ensondakika.com.tr/libya-temsilciler-meclisi-tartismali-oturumda-salihin-abdunnebi-yi-baskan-secti/713906/>
- Al Jazeera, "Libya's parliament removes Speaker Saleh after 12 years as discontent grows", 7 octobre 2026 : <https://www.aljazeera.com/news/2026/10/7/libyas-parliament-removes-speaker-aguila-saleh-after-12-years>
- The National, "Libya replaces parliamentary speaker Aguila Saleh after 12 years", 7 octobre 2026 : <https://www.thenationalnews.com/news/mena/2026/10/07/libya-replaces-parliamentary-speaker-aguila-saleh-after-12-years/>
- To Vima, "Libya's Parliament Speaker Rejects Turkey Maritime Deal as Invalid", 16 décembre 2025 : <https://www.tovima.com/world/libyas-parliament-speaker-rejects-turkey-maritime-deal-as-invalid>
- Hürriyet, "Libya mutabakatı Meclis'te kabul edildi", 5 décembre 2019 : <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/son-dakika-libya-mutabakati-mecliste-kabul-edildi-41390693>

- Cumhuriyet, "Libya'da görüşme mesaisi", 22 avril 2021 : <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/libyada-gorusme-mesaisi-1830005>
- Proto Thema, "Greece and Egypt sign partial EEZ designation", 6 août 2020 : <https://origin01-en.protothema.gr/2020/08/06/greece-and-egypt-sign-partial-eez-designation>
- Arab News et Reuters, "Libya, Türkiye sign geological, geophysical MoU on four offshore areas, NOC says", 25 juin 2025 : <https://www.arabnews.com/middle-east/libya-turkiye-sign-geological-geophysical-mou-on-four-offshore-areas-noc-says-2605769>
- Ministère grec des Affaires étrangères, "Announcement on the assumption of Greece's presidency of the United Nations Security Council as of October 1, 2026", 1 octobre 2026 : <https://www.mfa.gr/en/announcement-by-the-ministry-of-foreign-affairs-on-the-assumption-of-greeces-presidency-of-the-united-nations-security-council-by-greece-as-of-october-1-2026/>
- Mission permanente de la Grèce auprès de l'ONU, "Statement of Greece at UNSC 10142nd meeting: Libya", 22 avril 2026 : <https://greeceforunsc.mfa.gr/wp-content/uploads/2026/04/Statement-of-Greece-at-UNSC-10142nd-meeting-Libya.pdf>
- Security Council Report, "Monthly Forecast, October 2026", octobre 2026 : https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/2026_10_forecast.pdf
- Security Council Report, "Programme of Work, 1 October 2026", 1 octobre 2026 : <https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/POW%201%20October%202026.pdf>
- UNSCR, "Resolution 2796 (2025)", 31 octobre 2025 : <https://unscr.com/en/resolutions/2796/>